

## **REGLEMENT CONCERNANT LE SUBVENTIONNEMENT DES ETUDES MUSICALES**

### **Article premier      CHAMP D'APPLICATION**

Le présent règlement fixe les conditions d'octroi d'une subvention communale pour les études musicales suivies par les enfants jusqu'à 20 ans révolus et, à titre exceptionnel, jusqu'à l'âge de 25 ans révolus aux conditions de l'article 3 alinéa 1 lettre b de la LEM.

### **Article 2              AYANTS DROIT**

Peuvent bénéficier d'un subside communal les parents domiciliés à Corsier-sur-Vevey depuis un an au moins et dont les enfants, jusqu'à l'âge de 20 ans révolus et, à titre exceptionnel, jusqu'à l'âge de 25 ans révolus aux conditions de l'article 3 alinéa 1 lettre b de la LEM, suivent les cours d'une école de musique reconnue par la Fondation pour l'enseignement de la musique (ci-après FEM).

En cas de départ de la commune, la subvention cesse avec effet immédiat, même si l'enfant continue ses études musicales dans la région.

### **Article 3              DROIT**

Les conditions préalables au subventionnement des études musicales sont les suivantes :

- ⇒ l'enfant doit être inscrit auprès d'une école de musique reconnue par la FEM ;
- ⇒ une attestation de l'école de musique devra être remise, au début de chaque semestre, au Greffe municipal, en précisant le genre de cours suivi, son coût et sa fréquentation.

### **Article 4              PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE**

La prise en charge par la commune d'une partie des frais d'études musicales sera déterminée selon le barème admis par la Municipalité, sur la base du revenu brut mensuel de la famille au moment du dépôt de la demande, une révision des conditions de participation étant effectuée une fois par année.

En ce qui concerne les enfants adoptés ou en voie d'adoption, c'est le revenu des parents ou futurs parents adoptifs qui sera pris en considération.

La part de subvention est fixée en fonction du barème annexé au présent règlement, lequel fixe également la participation minimale laissée à la charge des parents par type de cours et par semestre.

La participation financière de la commune est versée aux parents ou au représentant légal à chaque fin de semestre, sur présentation de la facture, dûment acquittée, de l'école de musique.

Les frais d'acquisition, de location, de réparation d'instruments, ainsi que d'achats de partitions musicales ne sont pas pris en considération par le présent règlement.

En aucun cas la Municipalité n'est responsable du paiement des factures établies par l'école de musique.

### **Article 5              PROCEDURE**

Les parents intéressés ou le représentant légal de l'enfant seront en principe informés de leur droit par le secrétariat de l'école de musique qui leur remettra un exemplaire du présent règlement, ainsi que la formule de demande. Le Greffe municipal est à même également de renseigner et de remettre la documentation précitée.

Dans tous les cas, il appartient aux parents ou au représentant légal de l'enfant de faire valoir eux-mêmes leur droit en la matière.

Les ayants droit présenteront leur demande au Greffe municipal dans les trois mois suivant l'établissement de la facture de l'école de musique en joignant copies des décomptes des revenus de la famille des trois derniers mois. Une décision écrite avec moyen de droit leur sera notifiée.

#### **Article 6 AUTORITE DE RECOURS**

La Municipalité fonctionne comme autorité de recours uniquement pour ce qui concerne la participation financière de la commune.

#### **Article 7 FINANCEMENT**

Chaque année, la somme nécessaire à l'application du présent règlement est portée au budget, lequel est soumis à l'approbation du Conseil communal.

#### **Article 8 APPLICATION**

La Municipalité applique le présent règlement avec la collaboration d'une école de musique reconnue par la Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM).

**Le présent règlement municipal entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013.**


Adopté par la Municipalité  
dans sa séance du 22 avril 2013

le syndic le secrétaire  
Franz Brun Benoît Demierre



Adopté par le Conseil communal  
dans sa séance du 23 septembre 2013

la présidente la secrétaire  
Arianne Rouge M. Décosterd  
Magali Décosterd



Approuvé par la Cheffe du  
Département de l'intérieur, le 14 NOV. 2013

